AUJOURD'HUI

N° 75
15.12.2000 AU 12.1.2001
1 FRANC
ISSN 1423-7946
BIMENSUEL LIBERTAIRE

Journal de **DIRECT!** Section suisse de l'AIT (Association Internationale des Travailleurs). Ceux qui publient ce journal ne sont ni professionnels, ni permanents. **DIRECT!** est totalement autofinancé. Paraît un vendredi sur deux. **Abonnements** : Tél. & fax (int+4122) 734 29 22 ou email direct_ait@tao.ca

14 12 100

Mauvais plan pour la Colombie

IMPERIALISME • *Les Etats-Unis, après avoir assujetti l'Amérique du Nord grâce à l'ALENA (Accord de libre-échange nord-américain), affirme sa main-mise sur l'ensemble du sous-continent. C'est dans le cadre de cette stratégie à long terme que prend place le* Plan Colombie, *programme de lutte anti-drogue imposé au gouvernement colombien. En permettant de contrôler le trafic de cocaïne (et non pas de l'éradiquer), ce plan impose la mondialisation et le respect des intérêts économiques des multinationales. Dans cet article, nous allons présenter un panorama de la situation et évoquer les dangers que le* Plan Colombie *fait courir aux paysans et aux minorités noire et indigène de la région, ainsi que les menaces qu'il fait planer sur l'Amérique latine.*

La Colombie est un pays 27 fois plus grand que la Suisse et il compte 40 millions d'habitants. Principalement la culture de coca, mais également d'autres ressources naturelles, constituent des richesses pour lesquelles s'affrontent différentes forces dans une guerre civile vieille de 50 ans.

Les FARC (Forces Armées Révolutionnaires de Colombie) de tendance marxiste-léniniste sont la plus puissante guérilla sud-américaine. Nées au début des années soixante, fortes de 16 000 guérilleros, elles se financent essentiellement par le trafic de la cocaïne ainsi que par les prises d'otages et l'impôt révolutionnaire. Une zone démilitarisée grande comme la Suisse exigée par la guérilla, a été concédée par le gouvernement colombien en 1998 comme condition aux négociations du processus de paix. On estime à 30 le nombre de pistes d'atterrissage dans ce territoire. Au nord du pays, l'ELN (Armée de Libération Nationale), une guérilla pro-cubaine moins puissante, exige aussi une zone démilitarisée.

Face à eux, les paramilitaires, apparus dans les années quatre-vingt, disposent de 11 000 hommes et de ressources comparables aux FARC. Les paramilitaires protègent les gros propriétaires ainsi que les entreprises étrangères contre la guérilla. Ils s'occupent aussi officieusement de faire le sale boulot de l'armée : « [Le Bureau des Nations Unies] *a reçu des témoignages concernant la participation directe de membres des forces armées à la formation de nouveaux groupes paramilitaires et aux campagnes d'intimidation* » (1). D'une part les paramilitaires combattent la guérilla pour le contrôle de la terre, du trafic de cocaïne et d'autre part ils répriment dans le sang les revendications sociales des paysans, ils déplacent des populations paysannes, indigènes et des communautés noires, pour des raisons militaires ou pour laisser la place aux projets des multinationales. Afin de mener à bien ces missions, ils recourent aux menaces, à la torture et à des exécutions collectives de civils.

Pastrana, le président colombien élu en 1998, avait mené sa campagne sur des thèmes tels que l'éducation, la santé, la lutte contre la corruption, les cultures de substitution et la paix. Ces orientations constituaient le premier *Plan Colombie.*

Le processus de paix entamé par Pastrana pour mettre fin à la guerre civile ne progresse pas. L'ELN qui n'a pas été invitée aux négociations par le gouvernement monte d'un cran dans la violence pour obtenir une zone démilitarisée. Suite à un sondage qui exprime clairement le désir des Colombien (ne) s d'en

Suite en dernière page

EDITO • Propre en ordre

Tip top, propre en ordre... l'élection du colonel Samuel Schmid au Conseil fédéral. En deux heures et six coups de cuillère à pot l'affaire était dans le sac. Les Américains n'ont qu'à en prendre de la graine. Années après années on reproduit, on cultive et l'on raccommode notre formule magique à consensus. Et jusque dans l'UDC, on trouve des types positifs qui savent rappeler au bon peuple le privilège qu'il a de vivre dans un pays où « *il y a la paix, la sécurité, le réseau social est bon, le chômage n'est pas excessif. Et chacun a la possibilité de réaliser ses projets* »*. Oui, nous avons vraiment de la chance, d'autant que notre nouveau conseiller fédéral a l'air aussi intelligent que George Bush junior.

M. ARGERY

* Interview de Samuel Schmid dans *Le Matin* du 10.12.2000

SOMMAIRE

Education Le gros gâteau du marché mondial aiguise les appétits privés

Brèves Danger à l'hôpital - Propre en ordre bis - Congrès de l'AIT - Grève et négociations à la SAPAL

AUJOURD'HUI n° 76 paraîtra le 12 janvier 2001

Main basse sur l'école

EDUCATION • ***Ce que les admirateurs béats du capitalisme ont l'habitude d'appeler "la révolution néolibérale" est à l'œuvre partout sur la planète, ce n'est une nouvelle pour personne. Mais l'appétit gargantuesque des tenants du libéralisme et la quasi-disparition des secteurs qui ne leur ont pas encore été livrés en pâture les mènent à s'intéresser à « l'éducation** ***[qui]*** **est, avec la santé, le dernier bastion à conquérir » (1).***

L'édition de novembre 2000 du *Courrier de l'Unesco* consacre un important dossier à ce récent phénomène de prédation. Les pays anglo-saxons et leurs vassaux sont bien entendu les plus avancés dans ce processus « *poussé tant par les milieux d'affaires que par la* vox populi ». C'est que le gâteau, en plus d'être appétissant, possède des proportions séduisantes: ainsi, le marché mondial de l'éducation est estimé à 2000 milliards de dollars. Miam.

On aurait pu s'attendre de la part de l'Unesco, (organisation des Nations-Unies pour l'éducation, la science et la culture) dont, rappelons-le, le but est de contribuer au maintien de la paix, au respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales en resserrant les liens entre nations par le biais de l'éducation, de la science et de la culture, un traitement critique de ce dossier. Las, malgré la dénonciation de quelques (rares, bien entendu!) effets pervers et l'évocation d'un (microscopique, cela va de soi) échec, l'ambiance du dossier est, résolument, à la privatisation de l'enseignement, qu'il soit primaire, secondaire ou supérieur. Une démonstration de plus de la parfaite soumission des organisations internationales aux intérêts des seigneurs capitalistes.

Aux Etats-Unis, la privatisation de l'enseignement est un processus entamé depuis belle lurette. Si les universités réputées sont en grande partie aux mains du secteur privé, la majorité des différents Etats sont encore chargés de l'enseignement primaire et secondaire. Mais les pressions se font de plus en plus fortes. En effet, les Etats, ainsi que l'Etat fédéral, depuis 20 ans, ont drastiquement réduit leurs parts de budgets destinés à l'éducation (ainsi qu'aux aides sociales). Résultat prévisible: une baisse de qualité de l'enseignement public, baisse si visible qu'elle se constate même, en sus des effectifs bondés et de l'obsolescence du matériel éducatif, à l'état des bâtiments, souvent délabrés voire insalubres. En conséquence, les parents sont de moins en moins enclins à confier leurs enfants à ces enseignants « *démotivés par leur statut de fonctionnaire* ». Remède proposé, et exigé par une part grandissante des parents: le « *chèque éducation* ». Le principe est simple: les parents ne paient plus d'impôts "scolaires", mais versent une somme comparable à l'établissement éducatif privé de leur choix. A l'avant-garde, la Floride, le Michigan et la Californie, qui devrait bientôt adopter ce système. Rappelons que les budgets éducation et prison de ce dernier Etat comptaient en 1979 respectivement pour 18 % et 3 % des ressources budgétaires. Dix ans plus tard, le budget prison, avec 8 %, dépassait celui de l'enseignement... budget que l'on va encore diminuer à l'entrée en vigueur des chèques éducation (2).

Autre modèle pratiqué aux Etats-Unis: la gestion privée d'écoles publiques. Des collectivités publiques ont ainsi choisi de confier leurs écoles à une société, Edison Schools Inc. (cotée en bourse, comme il se doit, et dont le cours des actions grimpe). C'est l'Etat qui verse directement le coût de la scolarité à Edison. Cette société, dont « *la gestion* [est] *éclairée* » (ah! on en rit encore), encore déficitaire actuellement, se doit d'agrandir son parc: elle peut compter sur un « *dispositif de marketing bien huilé* » et a des appétits internationaux. Les syndicats d'enseignants, bien que puissants, sont remarquablement absents dans ces deux derniers débats. Tout au plus se bornent-ils à remarquer que les écoles Edison embauchent « *des professeurs peu expérimentés et en* [changent] *souvent* ». Tiens donc!

Que le fer de lance mondial de la dérégulation brade ses écoles publiques, cela ne devrait étonner personne. Mais le dossier du *Courrier de l'Unesco* révèle quelques surprises. On y apprend en effet que la privatisation de l'école publique est bénéfique dans tous les cas de figure, y compris... dans les pays pauvres, et pour les pauvres! Tout d'abord en Inde où « *L'école privée* [est] *une chance pour les pauvres* ». Une étude menée dans ce pays dresse un sombre tableau de l'école publique, au sein de laquelle règnent la négligence et l'irresponsabilité: enseignants absents, ivres, établissements fermés sans raison, enfants occupés à des tâches ménagères. Seules 53 % des écoles fonctionneraient normalement. La solution, vous la connaissez déjà. Non, il ne s'agit en aucun cas de se pencher sérieusement sur le problème (« *la refonte de l'enseignement public, système lourd, inadapté et irresponsable, ne suffira sans doute pas* »), mais tout simplement d'offrir le pactole aux écoles privées, douées du sacro-saint « *esprit d'entreprise* », gérées comme « *des sociétés à but lucratif* » et qui donc ont le bon goût de ne pas dépendre de l'aide gouvernementale. Et les frais d'écolage? Au dessus de 10 dollars par an, ils sont dissuasifs pour les pauvres, mais nombre d'entre eux « *peuvent consentir une telle dépense* ». Notez la pirouette avec laquelle on s'évite des questions trop embarrassantes. Le fait que certaines écoles privées accorderaient la gratuité aux plus pauvres (après vérifcation de leur indigence, bien sûr) ne parvient pas à gommer l'évidence: ce système est foncièrement inégalitaire. L'auteur de l'article conclut que le privé ne doit pas être considéré « *comme une menace* [...] *aussi bien dans les pays en développement que dans les pays riches* ».

Au Brésil, une « *entreprise pionnière de l'enseignement privé* », Objetivo, qui compte 400 établissements et 380 000 élèves dans ses écoles maternelles, primaires et universités, est le second "fournisseur de produits éducatifs", après l'Etat. Cette école, qui se veut « *ouverte et non sélective* » n'en reste pas moins complètement dissuasive pour les pauvres: le coût mensuel de l'écolage est de deux à trois fois plus élevé que le salaire minimum, et représente au minimum la moitié du revenu mensuel moyen. Si Objetivo rencontre un grand succès, c'est que la formation des enseignants du système public brésilien « *pose un problème chronique* » ...

Tous les pays d'Europe ont durant la dernière décennie largement amputé leurs budgets de l'éducation avec, comme conséquence, une péjoration nette des conditions d'apprentissage, ainsi que des conditions de travail des enseignants plus difficiles, rendant ainsi l'école publique moins attractive. A prévoir donc, dans un avenir proche, les premiers coups de boutoirs des marchands d'éducation.

F. Mirail

1. Toutes les citations sont extraites du *Courrier de l'Unesco*, novembre 2000.
2. Voir Loïc Wacquant, *L'ascension de l'Etat pénal en Amérique*, in *Actes de la recherche en sciences scociales n° 124*, septembre 1998.
Sur les relations entre l'école et les entreprises, lire *AUJOURD'HUI n° 2, Enfance et business.*

Hôpital ? Danger !

Dans son numéro du 5 décembre, l'hebdomadaire *Construire* de la Migros consacre un dossier aux erreurs médicales. On y apprend que, selon une estimation de l'OFAS, 2000 à 3000 personnes mourraient en Suisse chaque année des suites d'une erreur médicale. Cet article s'achève avec le témoignage de la sœur d'un jeune homme devenu tétraplégique après une intervention chirurgicale bénigne. Deux jours plus tôt, l'émission "Mise au point"de la TSR évoquait un cas identique.
Le traitement journalistique de ce type d'information est toujours plus ou moins semblable. On affirme que l'erreur est humaine et que les médecins doivent accepter de descendre de leur piédestal; on s'attarde sur les difficultés qu'il y a à faire reconnaître par la justice le préjudice subit; on relève que les assurances se défilent... Au moment d'en venir aux solutions, *Construire* évoque les effets pervers du "tout-procès" à l'américaine qui pourraient amener les médecins à renoncer à intervenir en cas d'urgence et propose la création d'un Fond d'indemnisation pour les victimes... un moyen de cacher la merde au chat, de faire taire ceux qui se plaignent?
Pourquoi les médias n'établissent-t-ils pas le lien entre ces faits et les conditions déplorables dans lesquelles se pratique aujourd'hui la médecine hospitalière, les horaires aberrants auxquels sont soumis les soignants, le stress généralisé engendré par les "réformes" de ces dernières années, etc.? Quand on sait que la plupart des accidents hospitaliers ne peuvent être imputés à une faute individuelle, mais sont la conséquence d'un enchaînement de petites erreurs (médicaments incompatibles, absence de communication...), on se dit que pour pouvoir soigner convenablement les malades, il faudrait commencer par soigner l'hôpital. M. A.

Propre en ordre (bis)

Partant du principe que « *la saleté apporte l'insécurité* », le municipal lausannois Olivier Français part en croisade contre les affiches « *sauvages* » auxquelles il a décidé d'appliquer la « *tolérance zéro* ». Le combat de Monsieur Propre n'est pas encore gagné. Mercredi 6 décembre, le bâtiment de l'administration communale où Olivier Français a son bureau était couvert des affiches du collectif Zéro de conduite sur lesquelles on pouvait lire: «*Affichage non-commercial libre. Halte à la censure par l'argent*». D'après un fax envoyé au journal 24 heures, cette action visait « *à rétablir le sentiment de sécurité parmi toutes les associations et collectifs qui se sentent menacés par la politique antisociale* ». M. A.

Contre la globalisation Internationalisme prolétarien

Tel était le slogan du XXIe congrès de l'Association internationale des travailleurs (AIT) qui a eu lieu à Grenade (Espagne) les 8, 9 et 10 décembre 2000. A cette occasion notre groupe Direct! AmiEs de l'AIT est devenu la section suisse de l'AIT. Un changement qui devrait nous permettre de renforcer nos liens avec les groupes anarcho-syndicalistes des autres pays.

Grève et négociations à la SAPAL

La direction de l'entreprise Sig Pack SAPAL à Ecublens près de Lausanne avait décidé d'un plan de restructuration qui prévoyait la suppression de 125 des 250 emplois existant encore sur le site. Informés, les travailleurs se sont mis en grève. Soutenus par la FTMH, ils ont obtenu l'annulation des licenciements grâce également à des pressions politiques telles qu'un appui du Grand conseil vaudois. Ce résultat montre que la lutte peut payer quand les travailleurs ne se laissent pas faire. Par contre, on peut se poser quelques questions sur l'accord signé par les syndicats. Selon cet accord, l'entreprise doit atteindre les chiffres noirs en 2001 et réaliser des bénéfices en 2002. C'est donnant, donnant. On peut imaginer les heures supplémentaires et autres augmentations des cadences que les travailleurs devront assumer pour parvenir à ce résultat. De plus, en cas d'échec de ce plan, les patrons auront beau jeu d'en faire reposer la responsabilité sur les travailleurs eux-mêmes. M. A.

Aux éditions DIRECT !

Noam Chomsky, ***Un monde complètement surréel***

Noam Chomsky est considéré comme le linguiste vivant le plus influent. Il a mené des recherches depuis 1956 au *Massachusetts Institute of Technology (M.I.T.)* sur la faculté de langage de l'espèce humaine. Par ailleurs, son engagement militant et ses nombreux écrits contre la politique impérialiste des Etats-Unis l'ont fait connaître comme l'un des représentants les plus marquants de la gauche libertaire américaine.
Les textes de cette brochure ont été écrits entre 1984 et 1996. Nous considérons que leur réédition est utile au moment où des polémiques entourent les prises de positions de Noam Chomsky. Si dans tel ou tel cas Chomsky a manqué de nuances, cela pourrait bien provenir d'un souci d'efficacité. Comme citoyen de l'Etat le plus puissant du monde, Chomsky s'efforce de mettre en lumière ce que les médias et l'intelligentsia de son pays essayent d'occulter. Dans ses textes politiques, Chomsky est un militant engagé et partial peut-être, mais dont le mérite est d'avoir essayé de décrypter le vocabulaire des puissants et d'en comprendre les enjeux.

Réédition. Format carte postale, 80 pages. 5.- + frais de port.
A commander à notre adresse, fax, email ou téléphone.

Mauvais plan pour la Colombie

(Suite de la première page)

finir avec la guerre, Pastrana modifie son premier plan. Il se rapproche du gouvernement des Etats-Unis et un second plan rédigé en anglais voit le jour.

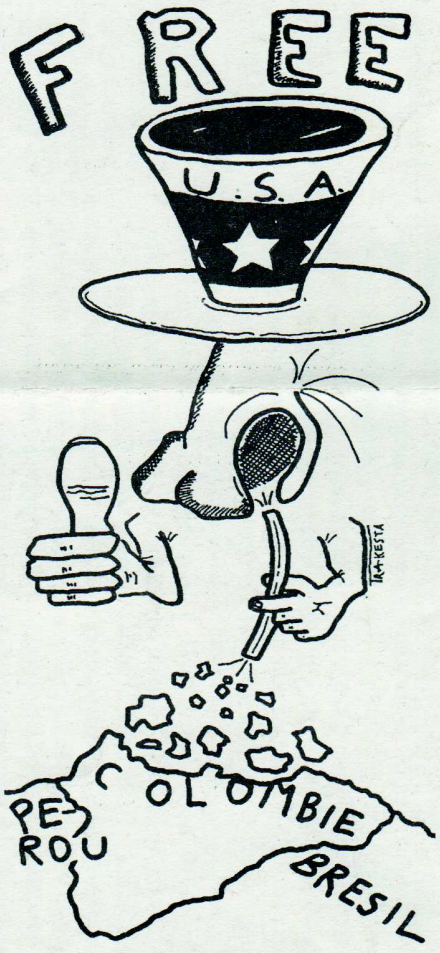
Le *Plan Colombie* est un ensemble de mesures dictées par le gouvernement des Etats-Unis pour rétablir la paix. Son premier objectif est la lutte contre la drogue. Le développement économique et social, la lutte contre la corruption, les négociations de paix avec la guérilla sont secondaires. La facture se monte à 7,5 milliards de dollars et le gouvernement colombien fait appel à l'aide financière internationale. La Colombie prévoit d'investir 4 milliards de dollars qui seraient empruntés au FMI sous réserve d'un plan d'ajustement structurel... mondialisation oblige ! Les Etats-Unis fourniraient 1,3 milliard de dollars essentiellement en armes. L'Union européenne, pas encore décidée, pourrait investir 1,6 milliard de dollars. Quant à l'Espagne elle a promis 100 millions de dollars. Le plus surprenant dans tout ça est que 80 % du budget est consacré à l'armement !

La lutte anti-drogue ne vise pas les gros narcotrafiquants ni les paramilitaires, bien que ces derniers reconnaissent financer leur organisation grâce au trafic de cocaïne, mais elle s'attaque aux régions occupées par la guérilla et aux petits paysans qui, outre la coca, assurent également les cultures vivrières. Cette lutte anti-drogue laisse ainsi derrière elle des paysans ruinés et oblige le pays à importer des produits agricoles.

Les FARC, visées par ce programme, ont rompu les négociations de paix. Le Plan Colombie débouche sur une intensification de la violence. En 2001, l'opération « Offensive dans le Sud » où se situe une immense plantation contrôlée par les FARC, risque d'en marquer le début.

Comme dans toutes les guerres, les civils sont les premières victimes. La Colombie compte environ 2 millions de *desplazados*. Ce sont des personnes qui fuient devant l'avancée de la guérilla et de ses joyeusetés : recrutement forcé de paysans pauvres dans la guérilla, enlèvements contre rançons, assassinats de traîtres présumés... Ce sont aussi des personnes qui fuient devant les paramilitaires qui font place nette pour des multinationales ou pour des gros propriétaires intéressés à rassembler les petites parcelles. Les déplacés se réfugient dans des camps misérables, perpétuellement condamnés à fuir les persécutions ou à quitter la Colombie.

Les peuples indigènes sont également victimes de la convoitise des investisseurs étrangers pour les ressources naturelles, telles que le pétrole, la force hydraulique, la forêt amazonienne (Aujourd'hui n° 63), qui compromet la biodiversité et les droits constitutionnels des peuples autochtones ; « *le déplacement systématique des paysans correspond à un plan pré-établi par les gestionnaires d'un modèle de développement soi-disant accéléré, qui considèrent les paysans et les indigènes comme des populations non viables ou des obstacles au développement.* » (2).



Le *Plan Colombie* est une menace régionale pour l'Amérique du Sud. Les pays limitrophes (Equateur, Pérou, Brésil, Venezuela, Panama) sont directement concernés par l'escalade de la violence et d'une intervention américaine sous prétexte de lutte anti-drogue. Le Brésil tolère la guérilla dans la forêt amazonienne mais refuse à l'armée colombienne de s'y ravitailler. Le gouvernement brésilien mène une opération appelée « Cobra » qui consiste en un renforcement militaire à la frontière colombienne, afin de faire face à l'arrivée massive des réfugiés, narcotrafiquants et guérilleros chassés par la guerre. Le Brésil craint également l'intérêt américain pour les richesses amazoniennes et l'utilisation d'un champignon transgénique pour lutter contre les cultures de coca. En Equateur, ce qui n'est pas pour plaire aux Etats-Unis, un mouvement populaire (indigènes, paysans, syndicalistes) tente de bloquer le programme de la privatisation et d'austérité du FMI. 5000 soldats équatoriens surveillent la frontière colombienne. La Bolivie a aussi connu récemment une forte mobilisation contre le programme de privatisation dicté par la Banque Mondiale. La frontière panaméenne, où s'effectue un trafic d'armes pour les paramilitaires, a été le lieu d'incidents. Au Venezuela, la prise de pouvoir aux élections présidentielles de 1998 du commandant Hugo Chávez, un « militaire de gauche », ne rassure pas les Etats-Unis. De plus, comme le Brésil, l'Equateur et le Pérou connaissent une infiltration des FARC à leur frontière respective. Pour l'Amérique du Sud, la présence de l'armée américaine en Colombie pèse comme une menace délibérée contre les pays du sous-continent qui ne veulent pas rentrer dans le rang.

La logique du *Plan Colombie* engendre une surenchère de la violence qui pourrait causer un conflit régional au nord de l'Amérique latine. Le Plan ne résout aucun problème des petits paysans, des indigènes et des communautés noires, mais provoque des déplacements de population, des catastrophes écologiques, des massacres de civils. Il profite aux professionnels de la guerre et du trafic de cocaïne : les FARC, l'ELN, les paramilitaires, les USA. Il permet au gouvernement des Etats-Unis de contrôler toute la région et laisse le champ libre aux multinationales pour faire main-basse sur la Colombie.

V. Esteban

1. Rapport du Haut-Commissaire des Nations-Unies aux Droits de l'Homme sur la Colombie, 9 mars 2000.
2. Déclaration de la mission de Via Campesina, 12 juillet 2000.

Editeur responsable Claude Cantini
Tirage 1600 exemplaires
Courrier DIRECT ! Case postale 2254
CH-1211 Genève 2
Téléphone & fax int+4122 734 29 22
! NOUVEAU ! Email direct_ait@tao.ca
CCP DIRECT ! 17-574134-6.
Local 24, rue de Montbrillant, Genève
Internet www.tao.ca/~direct_ait